

Le parti radical argentin : une résistance antifranquiste dans l'Argentine péroniste

LAURENT BONARDI

Université d'Avignon et des Pays du Vaucluse

RÉSUMÉ

La fin de la Seconde Guerre Mondiale et la condamnation internationale de l'Espagne plongent le régime franquiste dans une situation très délicate. Cependant, le gouvernement argentin du général Perón devient un véritable gilet de sauvetage pour la dictature espagnole. Dans ce contexte, les membres du parti radical argentin vont organiser une véritable résistance antifranquiste.

ABSTRACT

The end of the World War II and international condemnation plunge Franco's Spain into a very difficult situation. However, the Argentinian government of general Peron becomes a life jacket for the Spanish dictatorship. In this context, members of the Argentine Radical Party organize a veritable anti-Franco resistance movement.

Après une longue Guerre Civile et plusieurs centaines de milliers de victimes, les troupes de Francisco Franco entrent dans Madrid le 1^{er} avril 1939, soit cinq mois avant le début de la Deuxième Guerre Mondiale. Durant le conflit international, l'image de l'Espagne franquiste comme alliée des puissances de l'Axe se renforcera. Malgré son empressement à déclarer officiellement la neutralité de l'Espagne, Franco a bien du mal à dissimuler sa sympathie pour des leaders fascistes qui lui avaient d'ailleurs prêté main forte pendant la Guerre Civile. Au sortir du conflit mondial, l'attitude du régime vaut à l'Espagne d'être isolée sur le plan international. Considéré par de nombreux États comme le dernier bastion du fascisme en Europe, le régime du *Caudillo* est condamné tant par les pays communistes que par les pays occidentaux. En 1946, une décision de l'ONU soumet l'Espagne à un boycott diplomatique et une grave crise économique fait planer sur le pays le spectre de la famine. Au même moment, de l'autre côté de l'Atlantique, le général Juan Domingo Perón remporte les élections présidentielles. A des degrés différents, l'intégration de l'Espagne et de l'Argentine au nouvel ordre mondial d'après-guerre, est problématique, ce qui va sans nul doute favoriser le rapprochement entre les deux pays. Ainsi, peu après son accession au pouvoir, Perón entreprend-il un programme de coopération politique, économique et culturelle avec le régime franquiste.

Une telle initiative n'est pas neutre dans un pays dont la population s'est toujours sentie très concernée par les événements espagnols et les réactions à la politique de coopération avec l'Espagne franquiste seront donc nombreuses, notamment parmi les partis politiques¹. Nous analysons dans le présent article la position de l'Union civique radicale (UCR), le seul parti d'opposition présent au Congrès argentin.

PRÉSENTATION DE L'UNION CIVIQUE RADICALE (UCR)

En 1889, une coalition appelée Union civique fit irruption dans le panorama politique argentin. Cette coalition, conduite par Bartolomé Mitre et Leandro Alem réclamait une réforme en profondeur du système politique argentin et condamnait la corruption et les fraudes électorales.

En 1890, l'Union civique organisa un soulèvement armé contre le gouvernement en place, la fameuse « Révolution du Parc » qui échoua mais qui obligea le président Miguel Juárez Celman à démissionner.

Au cours de l'année 1891, les conflits au sein de l'Union civique se multiplièrent et finalement, les partisans de Leandro Alem fondèrent l'Union civique radicale (UCR). Parmi les principaux leaders du nouveau parti, citons, outre Leandro Alem, Hipólito Yrigoyen et Marcelo T. de Alvear. L'UCR se présentait comme un parti voulant mener une croisade contre un régime immoral et contre le positivisme. À la différence du groupe de Mitre, l'UCR refusait tout pacte avec le gouvernement et adoptait une attitude révolutionnaire qui se concrétisa à plusieurs reprises par des soulèvements armés (notamment en 1893 et 1905). L'UCR rassemblait essentiellement les classes moyennes et la petite bourgeoisie.

En 1912, le président Roque Sáenz Peña fit voter une loi modifiant le mode de scrutin : la loi garantissait désormais le vote secret, obligatoire et universel (réservé aux hommes). Cette mesure bénéficiait à l'UCR qui remporta les élections de 1916. Hipólito Yrigoyen devint président de l'Argentine et ouvrit une période d'hégémonie de l'UCR. En effet, en 1922, le candidat radical Marcelo T. de Alvear accéda à la présidence et, en 1928, Hipólito Yrigoyen débuta son second mandat². Il fut renversé en 1930, année qui marqua le début de la « décade infâme » durant laquelle l'UCR fit l'objet d'une violente répression.

La « décade infâme » se caractérisa par la généralisation des fraudes électorales qui permettaient l'accès au pouvoir des conservateurs José Félix Uriburu (1930-1932) et

¹ Pour plus de détails, voir Laurent Bonardi, *Franquisme et antifranquisme dans l'Argentine péroniste (1946-1955)*, Thèse de doctorat, Université de Provence, 2006, 514 p.

² Pour plus de détails sur cette période, voir David Rock, *El radicalismo argentino, 1890-1930*, Buenos Aires, Amorrortu, 1977, 356 p.

Agustín P. Justo (1932-1938). L'UCR, écartée du pouvoir par les fraudes, tenta un coup d'État en 1933 mais il se solda par un échec³.

Après la présidence de Roberto Marcelino Ortiz (1938-1940) et de Ramón S. Castillo (1940-1943), le coup d'État du GOU⁴ mit fin à la « décade infâme » et l'UCR commença à se réorganiser. Lors des élections de 1946, le parti radical parvint à mobiliser les classes moyennes et obtint 44 sièges au Congrès. Les parlementaires radicaux, noyés dans un océan de représentants péronistes, formèrent ce qui prit le nom de « bloc des 44 »⁵.

LA CONFIGURATION DU CONGRÈS

Le Congrès argentin est bicaméral. Tout au long de la décennie péroniste, la Chambre haute est exclusivement composée d'élus péronistes. Quant à la Chambre basse, elle est composée en 1946 de 109 élus péronistes, de 44 radicaux, de deux conservateurs, d'un démocrate progressiste et de deux élus issus de petits partis.

La présence du « bloc des 44 » fait de la Chambre des députés l'un des rares forums où l'opposition au péronisme peut s'exprimer. Les députés radicaux doivent cependant faire face à toutes sortes de mesures destinées à museler l'opposition. Ainsi, les interventions des radicaux sont-elles régulièrement jugées comme « débordant le cadre fixé par l'ordre du jour ». D'autre part, les projets de loi sont présentés sans respecter les délais de rigueur, ce qui est contraire à l'essence même du système parlementaire.

Malgré ces nombreux obstacles, le « bloc des 44 » parvient à faire entendre sa voix grâce à de brillants orateurs tels Alberto Candiotti et Absalón Rojas. Le bloc radical se caractérise également par la compétence des personnalités politiques qui le composent comme Arturo Frondizi et Solano Peña Guzmán, qui sont des économistes reconnus, Emilio Ravignani qui est un constitutionnaliste de renom ou Alberto Candiotti, un diplomate prestigieux. En marge de leurs activités au Congrès, ces élus donnent de nombreuses conférences sur des thèmes politiques et économiques.

Les compétences des représentants de l'UCR n'empêcheront toutefois pas la réduction progressive du bloc radical : il passe de 44 élus en 1946 à 30 en 1950, puis à 14 en 1952 et enfin à 12 en 1955⁶. Cette évolution négative reflète la « péronisation » croissante de l'Argentine au cours de la décennie.

³ Pour plus de détails sur cette période, voir Carlos Alberto Giacobone, *La Década Infame y un error de la UCR*, Buenos Aires, Cruz del Sur, 2003, 133 p.

⁴ Le GOU (Groupe des Officiers Unis), était un groupe d'officiers de l'armée argentine, faction nationaliste et anti-communiste, projetant de prendre le pouvoir au gouvernement civil. Composé de jeunes militaires de tendance fasciste, anticommuniste et catholique, dont faisait partie le colonel Juan Perón; le 4 juin 1943 le GOU destitua le gouvernement de Ramón Castillo.

⁵ Voir Alberto Ciria, *Política y cultura popular*, Buenos Aires, La Flor, 1983, p. 95-112.

⁶ Voir Alberto Ciria, *op.cit.*, p. 87.

L'UCR ET LA GUERRE CIVILE ESPAGNOLE

Le parti radical, antifasciste par définition, épouse la cause républicaine dès les premières heures de la Guerre Civile⁷. L'UCR organise dans les rues de Buenos Aires des manifestations de soutien à la République et des défilés. Lors de sa convention nationale en mars 1937, l'UCR élabore un programme en vue des élections législatives du mois de septembre. Dans la section « politique internationale » de ce programme, apparaissent deux points que l'on peut relier à la situation espagnole. En effet, le premier point propose l'intervention de la Ligue des Nations afin de défendre la souveraineté et les droits de tous les États de la communauté internationale et de garantir ainsi l'autodétermination et la démocratie. Quant au sixième point du programme, il défend le droit d'asile⁸. A l'issue de la convention de 1937, l'UCR rédige un télégramme à l'attention du gouvernement républicain espagnol :

Les participants de la convention de l'UCR qui luttent depuis l'Amérique pour la démocratie et la justice sociale face aux nouvelles oligarchies conservatrices, font parvenir au peuple héroïque de la mère patrie qui se bat contre le fascisme l'expression de leur solidarité et de leur sympathie.⁹

Lors de la campagne électorale de 1937, le candidat radical Raúl Damonte Taborda aborde le problème espagnol dans presque tous ses discours et affirme son soutien aux républicains. Candidat aux législatives pour la ville de Buenos Aires, Taborda déclare quelques jours avant les élections : « Buenos Aires habrá de mostrar que es como Madrid, el reducto de la democracia »¹⁰. Il sera finalement élu.

Après les élections, le soutien de l'UCR aux républicains espagnols ne faiblit pas. Divers dirigeants du parti radical comme Emilio Ravignani, Agustín Rodríguez Arya et Moises Lebensohn, organisent des meetings en hommage à l'Espagne républicaine¹¹. A Junín, le radical Diego Luis Molinari prononce un vibrant plaidoyer en faveur de la République espagnole devant plus de 4 000 militants¹².

En décembre 1938, Taborda part pour Barcelone avec, dans ses bagages, des pétitions en faveur de la République signées par des milliers d'Argentins, notamment des écrivains, des universitaires de renom, des élus, des diplomates et des représentants d'associations professionnelles. Pour fêter le départ de Taborda, un grand banquet est

⁷ Relevons une exception au sein de l'U.C.R. : Amadeo Sabattini, délégué du parti radical dans la province de Córdoba, refuse de soutenir la République espagnole. Représentant la petite bourgeoisie rurale de Córdoba, il semble, en effet, avoir plus de sympathie pour Franco.

⁸ Convention nationale de 1937 [Archives de l'Union civique radicale (AUCR), CN/3-37].

⁹ Télégramme de l'U.C.R. au gouvernement républicain espagnol, 29 mars 1937 [AUCR, T/64-37].

¹⁰ Discours de Damonte Taborda, 2 septembre 1937 [AUCR, D/D.T.-18-37].

¹¹ Voir section meetings de l'AUCR, année 1938 [à titre d'exemple : RM/BA-78-38 ; RM/BA-83-38].

¹² Discours de Diego Luis Molinari, mai 1938 [AUCR, RM/JU-29-38].

organisé le 9 décembre à l'hôtel Castela, lequel sera marqué par les discours prorépublicains et par le toast porté par le célèbre pénaliste José Peco au triomphe des troupes républicaines¹³.

En ce même mois de décembre, lors d'un meeting au Luna Park de Buenos Aires, Marcelo T. Alvear lance une collecte en faveur des enfants espagnols. Le dirigeant radical qualifie Franco de bourreau des enfants espagnols et invite les militants de l'UCR à se mobiliser pour leur venir en aide.

Quelques mois plus tard, le parti radical ne pourra que regretter amèrement la victoire des nationalistes. Le député Taborda, collaborateur actif au sein de la rédaction de *Crítica*, exprime dans plusieurs articles la douleur des radicaux argentins et leur vive inquiétude pour l'avenir de l'Espagne¹⁴.

LE FRANQUISME : UN THÈME CENTRAL

Malgré les difficultés auxquelles les partis d'opposition doivent faire face durant la décennie péroniste, l'UCR parvient à maintenir une activité politique assez intense qui se traduit notamment par l'organisation de conventions et de meetings. La consultation des documents publiés à l'occasion de ces assemblées révèle que le franquisme et les relations hispano-argentines sont des thèmes systématiquement abordés.

Lors d'un meeting de l'UCR à Rosario, en juin 1947, les orateurs dénoncent le voyage d'Evita en Espagne et présentent le gouvernement péroniste comme le complice d'une dictature sanguinaire. Les intervenants reviennent sur l'engagement antifranquiste de l'UCR pendant la Guerre Civile et réaffirment la volonté du parti de lutter contre le régime du *Caudillo*¹⁵.

Quelques mois plus tard, en février 1948, l'UCR organise une convention nationale au cours de laquelle sont adoptés différents points précisant la position du parti en matière de politique intérieure, de politique étrangère ou d'économie. En ce qui concerne la politique étrangère, l'UCR condamne les choix du gouvernement péroniste, notamment dans le troisième point qui stipule :

Notre glorieuse tradition internationale a été brisée par nos responsables qui soutiennent les régimes militaires et réactionnaires.¹⁶

Même si l'Espagne n'est pas explicitement mentionnée, on ne peut manquer de voir dans cette déclaration une référence aux relations hispano-argentines. Le huitième

¹³ AUCR, sans référence. José Peco co-signera plusieurs travaux avec Luis Jiménez de Asúa (notamment *Leyes Penales Comentadas de la República Argentina*, Buenos Aires, Losada, 1946, 339 p.).

¹⁴ Voir éditions de *Crítica* en avril et mai 1939.

¹⁵ Meeting de Rosario, 1947 [AUCR, RM/RO-64-47].

¹⁶ Convention nationale de 1948 [AUCR, CN/2-48].

point souligne que le rôle de l'Argentine est de contribuer à la consolidation d'un monde démocratique.

Lors de la convention nationale qui précède les élections législatives de 1950, l'UCR dénonce la levée du boycott diplomatique qui affectait jusqu'à alors l'Espagne. Les radicaux qualifient la décision de l'ONU de profonde injustice et considèrent que la diplomatie argentine, à travers son représentant à l'ONU, José Arce, en est en partie responsable¹⁷.

En marge des grands rassemblements de l'UCR, la très active section regroupant les jeunes membres du parti, *Juventud Radical* (UCR-JR), organise des meetings à travers tout le territoire argentin. Citons à titre d'exemple le meeting de la jeunesse radicale de Buenos Aires en novembre 1946 et celui de Córdoba en décembre 1951. Ces rencontres sont l'occasion pour la *Juventud Radical* de dénoncer le régime franquiste. Des membres de la communauté espagnole sont parfois invités pour témoigner de l'horreur de la Guerre Civile et de la répression franquiste. L'objectif de l'UCR-JR est de mieux faire comprendre la réalité du franquisme à des personnes trop jeunes à l'époque de la Guerre Civile pour en comprendre les enjeux. L'UCR-JR condamne avec force les relations hispano-argentes et plaide en faveur d'une rupture des relations diplomatiques avec l'Espagne¹⁸.

Enfin, les cadres de l'UCR participent parfois aux manifestations organisées par les centres de la communauté espagnole. Ainsi, en avril 1947, deux représentants du parti radical se rendent-ils au centre *Laurak Bat* pour assister à une cérémonie organisée en hommage aux victimes de Guernica¹⁹. Mais les radicaux ne sont que très rarement invités à se joindre aux manifestations de la communauté espagnole et lorsqu'ils le sont, c'est à titre personnel. En effet, comme nous l'avons vu, les centres espagnols ne souhaitent pas que le gouvernement péroniste les assimile à l'opposition car c'est pour eux une question de survie.

LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS, TRIBUNE ANTIFRANQUISTE DES RADICAUX

Lors des années 1946-1950, les députés radicaux multiplient les attaques contre le régime franquiste et toutes les manifestations de la coopération hispano-argentine²⁰.

La première « attaque » du bloc des 44 contre le régime franquiste a lieu le 15 novembre 1946. Par la voix d'Arturo Frondizi, les députés radicaux, qui s'opposent à la conces-

¹⁷ Convention nationale de 1950 [AUCR, CN/12-50].

¹⁸ Voir AUCR, section « Juventud Radical », années 1946-1955.

¹⁹ Voir courrier de l'ambassadeur espagnol au Ministère espagnole des Affaires étrangères., 29 avril 1947 [A.M.A.E., 1940 / 42].

²⁰ Dans ce sous-chapitre, nous nous fonderons essentiellement sur les journaux des sessions de la Chambre basse, lesquels sont consultables à la bibliothèque du Congrès argentin.

sion d'un prix littéraire à Enrique Ruíz Guiñazú pour son oeuvre *Proas de España en el mar magallánico*²¹, dénoncent les vues impérialistes de l'Espagne franquiste²². Quelques heures après cette intervention, c'est au tour d'Alberto Candiotti de dénoncer le régime espagnol. Le député radical met aussi en cause le gouvernement péroniste qui a décoré Franco de l'Ordre de San Martín le 12 octobre 1946²³. Candiotti, ancien diplomate, souhaite que le pouvoir exécutif apporte un éclairage sur cette décision en violation de la loi argentine puisque la *Constitution* argentine prévoit que toute remise de la décoration de San Martín doit être approuvée par le Congrès²⁴. Plaidant en faveur de l'adoption d'une résolution visant à demander des explications au gouvernement péroniste, Candiotti déclare :

Le 7 octobre dernier , nous les Argentins nous apprenions avec surprise que la veille était arrivée à Madrid une délégation en mission spéciale [...] Mais en quoi consiste cette mission si importante? [...] En fait, notre gouvernement douteux a nommé un général pour aller décorer le général Franco de l'Ordre de San Martin [...] Nous souhaiterions que le Pouvoir exécutif nous dise quels services le dictateur espagnol a rendus à notre pays ou à l'Humanité [...] Nous sommes surpris que dans notre pays on prétende avoir un gouvernement démocratique car il y a des contradictions évidentes [...] Alors que les Nations Unies reçoivent de nombreuses demandes de rupture des relations avec Franco, notre gouvernement envoie une mission pour l'honorer d'une décoration [...] Il semble que les deux amis veulent se donner la main.²⁵

Les derniers mots d'Alberto Candiotti établissent un parallèle entre Franco et Perón et donnent naissance à ce qui va devenir un des leitmotivs des députés radicaux : présenter les relations hispano-argentine comme une preuve du caractère non démocratique du gouvernement péroniste. Autrement dit, voir dans ces relations l'alliance de deux dictateurs.

En cette fin d'année 1946, le délégué argentin à l'ONU, José Arce, plaide en faveur de l'intégration de l'Espagne franquiste au sein de l'organisation internationale et rejette toute forme de sanction qui pourrait être adoptée contre le pays ibérique. Face à cette situation, le bloc radical dépose un projet de résolution, exposé par le député Silvano Santander, qui consiste à inviter le délégué Arce à promouvoir la démocratie et

²¹ Enrique Ruíz Guiñazú, ancien ministre argentin des Affaires étrangères, publie cet ouvrage afin d'apporter des éléments historiques à l'épineuse question des Malouines qui opposent déjà l'Argentine et le Royaume-Uni. Hispanophile, Ruíz Guiñazú ne manque pas de faire l'éloge de la conquête, position que les députés radicaux considèrent comme antipatriotique.

²² Voir *Diario de sesiones*, année 1946, tome 6, 15 novembre 1946, p. 790-794.

²³ La décoration est remise à Franco par une délégation conduite par le général Estanislao López. Voir *Crítica*, 13 octobre 1946, p. 3.

²⁴ Article 86, alinéa 10.

²⁵ Voir *Diario de sesiones*, année 1946, tome 6, 15 novembre 1946, p. 799-801. Les journaux des sessions ont été consultés à la Bibliothèque du Congrès argentin.

à condamner le régime franquiste²⁶. Déposé en décembre 1946, le projet n'est toujours pas consigné dans le *Bulletin* adéquat en janvier 1947. Le député Santander s'en étonne et, le 15 janvier, formule à nouveau la proposition. On a ici l'illustration des difficultés que doivent affronter les élus radicaux pour faire respecter leurs droits. Santander déclare :

Je me permets de reprendre ce projet de déclaration qui mentionne que le représentant argentin aux Nations Unies doit défendre les idéaux démocratiques soutenus par toutes les nations du monde contre la situation fasciste qui règne en Espagne [...] Deux jeunes citoyens viennent d'être fusillés, simplement parce que leur opinion était contraire aux principes de la dictature espagnole [...] Toutes les nations du monde tournent leur regard vers l'Argentine pour voir si nous sommes solidaires de la politique du régime de Franco ou si nous sommes honnêtes et sincères quand nous siégeons à l'organisation internationale qui défend la démocratie et promeut la paix.²⁷

Le lendemain, le bloc radical dépose un autre projet de résolution invitant le pouvoir exécutif à respecter la décision de l'ONU en rompant ses relations diplomatiques avec l'Espagne²⁸. De par l'infériorité numérique des députés radicaux, ces deux projets de résolution seront rejetés.

Ne pouvant influencer la politique étrangère du gouvernement péroniste, le bloc radical demande, lors de la session du 5 février 1947, que le ministre des Affaires étrangères vienne justifier cette politique devant les députés. Les radicaux font référence à sept points précis ; les deux premiers étant la position argentine à l'ONU et les relations avec l'Espagne franquiste²⁹. Afin que le ministre puisse intervenir dans les meilleurs délais, les députés de l'UCR demandent le report de certaines questions secondaires. Mais l'opposition refuse toute modification de l'ordre du jour³⁰. Le refus de l'opposition n'est pas motivé par un souci de la procédure parlementaire mais par le désir d'éviter que la politique étrangère péroniste ne soit abordée, et donc remise en question, à la Chambre des députés. Le député radical Candiotti conclut :

Ceci démontre que le gouvernement ne souhaite pas informer le peuple argentin du fonctionnement des Affaires étrangères. Je veux que notre peuple sache qu'ils ne veulent pas parler des Affaires étrangères à la Chambre des députés.

Les radicaux ne pourront que réitérer leur proposition lors de la session du 7 mai 1947³¹. Soumise au vote en septembre, elle est une fois de plus rejetée. L'Espagne n'est pas la

²⁶ *Diario de sesiones*, année 1946, tome 9, pp. 566-567.

²⁷ *Diario de sesiones*, année 1947, tome 1 (/9 bis), 15 janvier 1947, pp. 566-567.

²⁸ *Diario de sesiones*, année 1947, tome 1 (/9 bis), 16 janvier 1947, p. 628.

²⁹ Voir *Diario de sesiones*, année 1947, tome 1, 5 février 1947, p. 158.

³⁰ Voir *Diario de sesiones*, année 1947, tome 1, 13 février 1947, p. 384.

³¹ Voir *Diario de sesiones*, année 1947, tome 2, 7 mai 1947, p. 140.

seule question de politique étrangère sujette à polémique et les relations avec les États-Unis, la Grande-Bretagne et la Russie ne font l'unanimité ni chez le peuple argentin ni chez les parlementaires.

La visite officielle d'Evita en Espagne est une nouvelle occasion pour les élus radicaux de condamner la coopération hispano-argentine car ils souhaitent que le ministre des Affaires étrangères apporte des éclaircissements quant au but du voyage d'Evita et de son entretien avec le *Caudillo*. Les parlementaires radicaux soulignent que la première dame ne peut en aucun cas remplir une mission d'ambassadeur et font aussi référence aux énormes dépenses engagées pour financer le déplacement de la suite d'Evita (son confesseur, des officiers de la Police Fédérale, etc.)³².

En 1948, année marquant le climax des relations hispano-argentes, l'opposition des radicaux ne faiblit pas et, au mois de mai, par la voix d'Absalón Rojas, le bloc de l'UCR condamne les échanges de décorations entre l'Argentine et l'Espagne. Le député reproche notamment à Perón d'avoir accepté la décoration d'Isabelle la Catholique. Il déclare :

Nous avons assisté pendant deux ans à un marchandage de décorations avec l'Espagne. A un tel point que le secrétaire de la Confédération générale du Travail a reçu lui aussi sa décoration. Mais cela ne serait rien si le président de la République n'avait pas accepté d'être décoré de l'Ordre d'Isabelle la Catholique [...] Cette décoration a été instaurée pour récompenser les personnes qui promeuvent en Amérique la contre-révolution espagnole. Cette décoration n'aurait jamais été acceptée par Belgrano, ni par aucun de ses fils spirituels.³³

La déclaration d'Absalón Rojas est complétée par celle d'Alberto Candiotti qui dénonce les relations privilégiées de Perón avec des dictateurs :

J'ai déjà eu ici l'occasion de faire part de la surprise du bloc radical en ce qui concerne l'envoi de délégations spéciales pour décorer des dictateurs comme le général Franco ou monsieur Trujillo [...] J'ai également signalé qu'il était surprenant que l'on utilise le nom du Père de la Patrie pour décorer des chefs d'Etat qui étaient la négation de l'esprit de liberté.³⁴

Les déclarations des députés radicaux déclenchent une vague de protestation des élus péronistes et le président de la Chambre doit intervenir à plusieurs reprises pour rétablir l'ordre. C'est d'ailleurs le seul résultat qu'obtiendra le bloc radical car les textes concernant les décorations ne seront pas modifiés.

L'année 1948 est aussi marquée par la signature d'un nouveau traité commercial hispano-argentin, plus connu sous le nom de Protocole Perón – Franco. Le traité est étudié par

³² Voir *Diario de sesiones*, année 1947, tome 1, 11 juin 1947, p. 506.

³³ Voir *Diario de sesiones*, année 1948, tome 1, 19 mai 1948, p. 410.

³⁴ *Ibid.*, p. 411.

la Commission des Affaires étrangères de la Chambre basse qui est composée de neuf membres dont deux députés radicaux, Alberto Candiotti et Ernesto Sanmartino. Les représentants de l'UCR seront les seuls à émettre un avis défavorable à la ratification du traité³⁵.

Les années 1950-1955 verront décroître les actions antifranquistes des élus radicaux. Cela s'explique par deux facteurs. Tout d'abord, l'UCR perd des sièges à chacune des élections organisées entre 1950 et 1955 (il ne reste que 30 députés radicaux en 1950, 14 en 1952 et enfin à 12 en 1955) et le rôle des élus radicaux se limite donc à de la simple figuration. D'autre part, avec la détérioration des relations hispano-argentine, la question du franquisme perd de son importance dans le débat parlementaire.

SOUTIEN D'ÉLUS PÉRONISTES AU BLOC RADICAL

Le groupe péroniste n'est pas une entité monolithique car il rassemble des représentants de divers courants politiques. Au cours de l'année 1946, certains d'entre eux s'unissent aux députés radicaux pour dénoncer le régime de Franco et protester contre les condamnations à mort.

Ainsi, en septembre 1946, plusieurs élus péronistes et le bloc radical demandent-ils officiellement au pouvoir exécutif d'intervenir auprès du gouvernement espagnol afin de sauver de la peine de mort des prisonniers politiques³⁶. Satisfaisant à la demande des députés, le ministre argentin des Affaires étrangères envoie un télégramme à son homologue espagnol dans lequel il demande la grâce des prisonniers cités par les élus. Le surlendemain, les autorités espagnoles répondent favorablement à la demande de l'Argentine³⁷.

Parallèlement à cette demande de grâce, le bloc radical et plusieurs députés de la majorité proposent un projet de déclaration visant à promouvoir l'isolement diplomatique de l'Espagne dont voici un extrait :

L'Honorable Chambre des députés déclare qu'elle serait très satisfaite que le Pouvoir exécutif, par l'intermédiaire du représentant argentin aux Nations Unies, plaide en faveur de la rupture des relations diplomatiques avec le gouvernement espagnol actuel.³⁸

³⁵ Voir *Diario de sesiones*, année 1948, tome 2, date illisible, p. 533.

³⁶ Voir *Diario de sesiones*, année 1946, tome 5, 27 septembre 1946, p. 430 ; 29 septembre 1946, pp. 860-861 et p. 883. Dans leur déclaration commune, les députés établissent une liste des prisonniers politiques dont ils réclament la grâce : Ramón de Prado Blancos, José Romero Encina, Julio Sánchez Hernández, Bonifacio García et Juan Cuadrado.

³⁷ Voir *Mémoire du Ministère des Affaires étrangères et du Culte (1946-1947)*, p. 163-164 [A.M.R.E.C., sans référence]. Selon les autorités espagnoles, seuls deux des cinq prisonniers cités par les députés argentins avaient été condamnés à mort.

³⁸ Voir *Diario de sesiones*, année 1946, tome 5, 28 septembre 1946, p. 580.

Mais l'appui de quelques députés péronistes ne suffit pas à faire approuver le projet par la majorité des élus. Au fil des mois, le délégué argentin à l'ONU, José Arce, ne fera que renforcer son soutien à l'Espagne franquiste, cet appui lui vaudra d'être décoré de l'Ordre d'Isabelle la Catholique.

L'alliance du bloc radical et de certains élus de la majorité est un phénomène qui ne se produit que durant les premiers mois de la présidence péroniste. Par la suite, le renforcement des relations hispano-argentines transforme toute attaque contre Franco en une critique de la politique péroniste or, les députés péronistes, quelle que soit leur tendance, n'ont aucun intérêt à s'attirer les foudres d'un président soucieux de donner à son parti la plus grande cohésion.

Un député de la majorité fait cependant exception. Fondateur du Parti travailliste et leader du syndicat des producteurs de viande, Cipriano Reyes est l'un des piliers de la coalition conduite par Perón en 1946³⁹. Mais après les élections, Reyes reproche au nouveau président sa volonté de créer un parti unique⁴⁰, de même qu'il est en désaccord en ce qui concerne les relations avec l'Espagne franquiste. Véritable électron libre au sein de la Chambre basse, Reyes soutient les élus radicaux dans leurs actions antifranquistes et signe, par exemple, un manifeste exigeant l'abolition de la peine de mort en Espagne et l'application d'une justice équitable⁴¹. Reyes s'associe à tous les projets de déclaration des radicaux visant à obtenir la grâce des prisonniers politiques espagnols *via* une intervention des autorités argentines⁴². En 1947, Reyes se joint aux radicaux pour demander au ministre Bramuglia des éclaircissements sur la politique étrangère de l'Argentine et spécialement sur les relations avec l'Espagne. Il déclare :

Je vais appuyer la motion de monsieur le député [...] Je vais appuyer sa motion non pas parce que je suis favorable à la politique des radicaux [...] mais parce qu'il est impossible de parler de démocratie en tournant le dos aux ambassadeurs d'une bonne (ou d'une mauvaise) démocratie et donner l'accolade aux dictateurs les plus obscurs qui font abstraction du sens commun des peuples qui luttent pour le droit à la liberté.⁴³

Mais Perón n'admet aucune sorte de dissidence au sein de son parti. En 1948, Cipriano Reyes est accusé injustement d'avoir participé à un complot contre le président argentin et son épouse. Cette accusation, qui ne repose sur aucune preuve, permet à Perón de

³⁹ En 1945, Cipriano Reyes fut l'un des principaux organisateurs de la grande manifestation en faveur de la libération de Perón. Reyes souligne l'importance de son rôle dans son ouvrage *Yo hice el 17 de octubre*, Buenos Aires, CEAL, 1984, 2 tomes.

⁴⁰ Pour plus de détails sur le conflit entre Cipriano Reyes et Perón, voir REYES, Cipriano, *La farsa del peronismo*, Buenos Aires, Sudamericana, 1987, 187 p.

⁴¹ Voir courrier de l'ambassadeur Areilza au M.A.E., 9 octobre 1947 [A.M.A.E., 1453 / 1].

⁴² Voir, à titre d'exemple, *Diario de sesiones*, année 1946, tome 5, 27 septembre 1946, p. 430 et 29 septembre 1946, p. 883.

⁴³ *Diario de sesiones*, année 1947, tome 4, 24 septembre 1947, p. 792-793.

se débarrasser d'un ancien allié devenu gênant. C'est aussi un message fort adressé aux élus péronistes : ces derniers ne doivent pas remettre en cause les décisions du président.

LES AUTORITÉS ESPAGNOLES ET L'UNION CIVIQUE RADICALE

Connaissant l'orientation antifranquiste de l'Union civique radicale, l'Ambassade espagnole surveille de près les activités de ce parti. Cette surveillance s'opère à trois niveaux : les conventions et les assemblées de l'UCR, la Chambre des députés et les commémorations organisées par la communauté espagnole. Pour ce faire, la représentation diplomatique s'appuie sur son réseau d'informateurs et sur ses services secrets.

L'Ambassade espagnole rédige un important volume de rapports sur les conventions, les assemblées et les meetings de l'UCR. La distribution d'un simple feuillet est aussitôt signalée au Ministère espagnol des Affaires étrangères. Ainsi, l'ambassadeur Navasqués écrit dans un rapport :

Afin d'éclairer une fois de plus les informations dont votre Excellence dispose sur l'idéologie de l'Union civique radicale, je vous fais parvenir un feuillet [...] dans lequel, comme c'était à prévoir, apparaissent les concepts scabreux au mauvais goût libéral de fin de siècle sur les droits de l'Homme et des peuples et le rejet des gouvernements dictatoriaux.⁴⁴

Mais l'Ambassade juge les activités de l'UCR comme sans effet sur l'opinion publique argentine. A l'occasion de la convention nationale de l'UCR de 1950, l'ambassadeur Navasqués souligne :

Compte tenu de l'idéologie politique du parti radical, il ne serait pas surprenant que des opinions contraires à notre pays et à notre régime soient émises lors des discussions, sans avoir toutefois de grandes conséquences vu la faible capacité de mobilisation de l'opinion de ce parti.⁴⁵

Il est certain que la « péronisation » croissante du pays au cours des années 1946-1955 diminue considérablement le rôle de l'UCR : faible représentation parlementaire, capacité d'expression réduite par la censure de la presse. Toutefois, le succès des meetings organisés par le parti démontre qu'il conserve, contrairement à ce qu'affirme Navasqués, une certaine force de mobilisation.

La représentation diplomatique espagnole est également très attentive aux déclarations des députés de l'UCR lors des sessions de la Chambre basse, au point que l'ambassadeur rédige un rapport chaque fois que le bloc radical dénonce le régime franquiste. Ainsi, en 1946, l'opposition des radicaux à l'octroi d'un prix littéraire à Enrique Ruíz Guiñazú

⁴⁴ Courrier de l'ambassadeur espagnol au M.A.E., 14 novembre 1950 [A.M.A.E., 2430 / 31].

⁴⁵ Courrier de l'ambassadeur Navasqués au M.A.E., 14 novembre 1950 [A.M.A.E., 2440 / 31].

pour son livre *Proas de España en el Mar Magallánico*, fait-elle l'objet d'un rapport de l'ambassadeur Bulnes qui précise :

Des députés radicaux [...], se fondant sur des interprétations pittoresques et absurdes de notre histoire, attaquent l'actuel régime espagnol et ses désirs de restauration impérialiste.⁴⁶

Enfin, l'Ambassade informe Madrid de la participation de l'UCR à des manifestations organisées par la communauté espagnole, comme l'hommage aux victimes de Guernica en avril 1947⁴⁷.

LA RÉSISTANCE ANTIFRANQUISTE DE L'UCR : UNE CONVICTION IDÉOLOGIQUE PROFONDE ?

Au cours de la décennie péroniste, l'UCR multiplie les actions antifranquistes et dénonce la coopération hispano-argentine, mais cette opposition doit être replacée dans le contexte politique interne argentin. Parti écrasé sous la pression péroniste, l'UCR voit dans les relations hispano-argentes une occasion de démontrer le caractère peu démocratique du gouvernement péroniste et les élus radicaux présentent les relations entre Perón et Franco comme l'alliance de deux dictateurs. Il est donc indéniable que l'UCR instrumentalise la question du franquisme pour mener son combat contre le gouvernement péroniste. A la chute de Perón, on remarque d'ailleurs que les dirigeants de l'UCR modéreront leurs attaques contre le régime du *Caudillo*. Par ailleurs, en 1958, Arturo Frondizi, ancien membre du « bloc des 44 », devient président. Oubliant son engagement antifranquiste, il entretiendra de bonnes relations avec le régime espagnol et effectuera même un voyage officiel en Espagne. Quelques années avant sa mort, Arturo Frondizi se souviendra :

J'ai entretenu de bonnes relations avec l'Espagne durant mon mandat présidentiel, je m'y suis même rendu et j'y ai été reçu avec les honneurs. A aucun moment mon ancienne opposition au régime de Franco a été rappelée.⁴⁸

Sans toutefois remettre en cause l'antifranquisme des militants de base de l'Union civique radicale, l'engagement des cadres du parti semble, pour sa part, moins authentique. Il est, en tout cas, fortement teinté d'intérêts politiques.

⁴⁶ Courrier de l'ambassadeur Bulnes au M.A.E., 22 novembre 1946 [A.M.A.E., 1752 / 1].

⁴⁷ Courrier de l'ambassadeur Bulnes au M.A.E., 29 avril 1947 [A.M.A.E., 1940 / 42].

⁴⁸ Archives sonores de l'Institut Torcuato di Tella (Buenos Aires), entretien avec Arturo Frondizi, n° 3.